

Les homosexuales veulent que les Français financent toutes leurs lubies

Les médias mainstream ont largement relayé la « gay pride » de samedi, bien qu'elle ait fait un flop monumental.

Maintenant que les homosexuales ont obtenu le mariage et l'adoption « pour tou-te-s », ils ont poussé le bouchon plus loin par deux revendications très clairement affichées lors de leur défilé :

– La procréation médicalement assistée (PMA) pour tous. En l'occurrence pour toutes les lesbiennes. Sous prétexte de mettre fin au marché des « inséminations artisanales » sans garanties sanitaires qui fleurit sur internet.

– La « démedicalisation » et la « déjudiciarisation » du changement de sexe pour les transsexuels. Le choix du « genre » deviendrait une simple déclaration à l'Etat-civil. La CNCDH, organisme d'Etat noyauté par les « antiracistes » professionnels, appuie cette demande.

J'étais favorable au mariage homosexuel, reconnaissant ces unions comme légitimes bien que marginales. J'étais plus réservé sur l'adoption par des homosexuels, alors qu'il apparaît naturel qu'un enfant ait besoin d'un modèle maternel et d'un modèle paternel pour se construire. Il ne s'agit pas de brider les homosexuels, communauté marginale dans toute civilisation dans le monde, mais de leur faire assumer leurs choix de vie.

Et là, avec ces deux revendications exprimées lors de la « gay pride » parisienne et appuyées par le Parti socialiste et le Front de gauche, on dépasse les bornes qu'avait pourtant fixées François Hollande.



L'orientation sexuelle est un choix tout à fait respectable, mais personnel. Ce qui apparaît excessif dans les revendications homosexualistes, c'est de faire assumer ce choix personnel par la collectivité, en particulier sur le plan financier. On pourrait faire une analogie avec le communautarisme musulman qui veut faire financer ses mosquées par le contribuable français.

Je vois venir le problème, puisque je suis rompu à la langue de bois de tous les communautaristes.

Pour la PMA, elle est déjà prise en charge pour les couples hétérosexuels par la Sécurité sociale, donc par la collectivité des cotisants ou des contribuables. Or un « protocole » de PMA coûte aux Français 25.000 euros, et il en faut en moyenne 4 pour réussir à aboutir à une grossesse. Ça veut dire que chaque enfant né par PMA dans un couple hétérosexuel coûte 100.000 euros à la collectivité. Doit-on élargir ce financement aux lesbiennes qui ont fait le choix (au demeurant tout à fait respectable) de vivre entre femmes ?

Quant aux transsexuels, nous avons droit à un extraordinaire euphémisme des homosexualistes. Selon Le Figaro, « *plusieurs revendications sont mises en avant : faire entrer l'identité de genre dans le droit, faciliter le changement d'état civil,*

mettre fin aux procédures médicalisées obligatoires et permettre la prise en charge des transitions. »

« *Prise en charge des transitions* »... quelle litote ! Quelle langue de bois ! Mais nous avons appris à décoder : il s'agit tout simplement de faire « prendre en charge » par les cotisants et les contribuables français le coût exorbitant des changements physiques de sexe. Non seulement le traitement hormonal, mais aussi les très lourdes opérations chirurgicales.

Certes, les opérations de changement de sexe sont déjà parfois prises en charge à 100%, mais seulement après avoir été considérées comme affections de longue durée (ALD) par une équipe pluridisciplinaire. Donc ce que demandent les homosexuelistes, c'est une prise en charge systématique, sur simple désir des intéressés et en dehors de tout avis médical.

Nous pouvons respecter les homosexuels, les lesbiennes ou les gens qui ne se sentent pas bien dans leur peau sexuelle. Mais devons-nous financer toutes les lubies de ces gens dont certains relèvent plutôt de problèmes psychologiques voire psychiatriques quant à leur mal-être ? N'y a-t-il pas contradiction flagrante entre la « démedicalisation » de la transsexualité et la demande de sa prise en charge financière et médicale par l'ensemble des Français ? Est-il normal que ces mêmes Français financent à plein pot les lesbiennes qui refusent une hétérosexualité qui est la norme dans toutes les sociétés, pour satisfaire leur désir d'enfants ?

Cela mérite de vrais débats de société. Mais ceux-ci ont hélas été escamotés à l'occasion du mariage et de l'adoption homosexuels. Il est à craindre qu'on assistera au même terrorisme intellectuel pour le financement public de la PMA pour lesbiennes et du changement physique de sexe des transsexuels.

J'étais favorable au mariage homosexuel, pour respecter le

droit de personnes du même sexe d'officialiser leurs unions et pour avoir les mêmes droits successoraux et civils que les hétérosexuels. Mais de là à ouvrir une boîte de Pandore qui fera financer par les Français tous les caprices d'une minorité marginale bien que respectable, il y a un pas que je ne franchirai pas. Nous devons avoir la même rigueur intellectuelle face au lobby homosexueliste que face à tout lobby communautariste, religieux, politique ou autres.

De nombreuses sociétés ethniques reconnaissent et admettent le droit à la différence des minorités sexuelles. Indiens d'Amérique, Thaïlandais, Indonésiens (pourtant majoritairement musulmans). Mais aucune ne demande à ce que les hétérosexuels paient les frais des homosexuels ou des transsexuels. Comme pour les religions, c'est un principe de laïcité que nous devons respecter.

Roger Heurtebise